

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT



**72^{ème} Session de l'Assemblée Générale
de l'ONU**

Participation du Président de la République du Cameroun, S.E.M. Paul BIYA

New York, septembre 2017

.....
DOSSIER DE PRESSE
.....

Notre site : www.prc.cm



72^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU

Thème du Débat Général

Les travaux de la 72^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies s'ouvrent le 12 septembre 2017 à New York. Le thème du Débat Général est le suivant : « **Priorité à l'être humain : paix et vie descente pour tous sur une planète préservée** ».

Le Débat Général regroupant les Chefs d'Etat, de Gouvernement et de Délégation aura lieu du 19 au 25 septembre 2017. L'intervention du Président de la République du Cameroun, S.E.M. Paul BIYA, est prévue le 22 septembre.

Quelques sujets de débat

- La croissance économique soutenue et le développement durable ;
- Le maintien de la paix et de la sécurité internationale ;

- Le développement de l'Afrique sous l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ce thème est fortement appuyé par les Nations Unies dont le nouveau Secrétaire Général, Antonio GUTERRES en a fait l'une des priorités ;

- La promotion et la protection des droits humains ;

- La coordination des opérations d'assistance humanitaire et la promotion de la justice et du droit international ;

- La question du désarmement notamment avec la lutte contre la circulation des armes légères et de petit calibre ainsi que les mesures visant à empêcher les terroristes d'acquiescer des armes de destruction massive telles que l'arme nucléaire.

- Le contrôle des drogues ; la prévention du crime et la lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes.



Contexte et enjeux de la participation du Président Paul BIYA

Contexte

La 72ème session de l'Assemblée Générale se déroule dans un contexte international marqué par nombreuses menaces à la paix et à la sécurité internationale, notamment le terrorisme, qui n'épargne aucun Etat, comme on pu encore le constater récemment avec les attentats de Barcelone en Espagne, ainsi que par la persistance de nombreux foyers de tension en Afrique et dans le reste du monde et l'afflux de réfugiés que les multiples crises entraînent.

Les changements climatiques et l'application de l'Accord de Paris sur le Climat après le retrait des USA, la crise économique qui frappe de nombreux pays africains sont également autant de sujets de préoccupation au moment où s'ouvre cette 72ème session de l'Assemblée Générale.

Enjeux

La participation du Président de la République du Cameroun, S.E. Paul BIYA, à la 72ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, comme par le passé, contribuera au rayonnement et à la promotion de l'image de marque du Cameroun au sein de cette Organisation. Elle donnera au Chef de l'Etat l'occasion de nouer ou de renforcer des contacts avec les autres Dirigeants du monde, de poursuivre le plaidoyer sur certaines grands sujets de préoccupation internationale, sous-régionale et nationale. Entre autres, la paix et la sécurité, la lutte contre le terrorisme en particulier la menace Boko Haram, la gestion des réfugiés, les changements climatiques, la crise économique, la lutte contre la pauvreté, etc.

S'agissant de la secte terroriste Boko Haram, bien que considérablement affaiblie, elle constitue encore une menace pour le Cameroun en particulier, et l'ensemble des pays de la région du lac Tchad en général. Les attentats-suicides sont devenus le nouveau mode opératoire des terroristes. La mobilisation internationale doit donc se poursuivre pour éradiquer totalement

cette secte terroriste. Le Cameroun continue d'héberger des centaines de milliers de réfugiés fuyant les crimes de Boko Haram au Nigeria et l'insécurité en Centrafrique. En outre, il doit gérer le cas de ses propres populations déplacées à cause de cette guerre.

Dans la guerre asymétrique contre Boko Haram, le Cameroun demeure respectueux de ses engagements en matière de respect des droits de l'Homme.

Lors de sa visite au Cameroun au mois de mars 2015, le Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur Antonio GUTERRES, à l'époque Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, avait pu se rendre compte de l'énorme poids que porte le Cameroun pour le compte de l'humanité. « **Le Cameroun se trouve en première ligne de défense de la sécurité collective de l'humanité** », avait-il déclaré, avant d'ajouter qu'il est important que la communauté internationale comprenne ce rôle et sache qu' « **appuyer le Cameroun constitue une priorité** ».

Le Cameroun se félicite ainsi de la visite au mois de mars 2017 d'une délégation des ambassadeurs des quinze pays membres du Conseil de Sécurité en tournée d'évaluation de la situation sécuritaire et humanitaire dans la zone du lac Tchad. Cette délégation avait eu des entretiens qualifiés de « **positifs et chaleureux** » avec le Président de la République, S.E. Paul BIYA, le 3 mars 2017 à Yaoundé.

Les membres du Conseil de Sécurité avaient salué le Cameroun pour son « engagement exemplaire » dans la lutte contre la secte Boko Haram, l'accueil des réfugiés et les efforts accomplis en termes de résilience pour le développement durable. Les membres du Conseil de Sécurité avaient aussi reconnu que la région du lac Tchad avait manqué de plus d'attention de la part de la communauté internationale et qu'ils étaient venus « **réparer cette erreur** ».

Ils avaient enfin insisté sur les défis sécuritaire, humanitaire et de développement que doivent relever le Cameroun et les autres pays de la région du lac Tchad avec « **la contribution de la communauté internationale** ».

Le Cameroun se félicite de la visite au mois de mars 2017 d'une délégation des ambassadeurs des pays membres du Conseil de Sécurité en tournée d'évaluation de la situation sécuritaire et humanitaire dans la zone du lac Tchad. Cette délégation avait eu des entretiens qualifiés de « **positifs et chaleureux** » avec le Président de la République, S.E. Paul BIYA, le 3 mars 2017 à Yaoundé.

Les membres du Conseil de Sécurité avaient salué le Cameroun pour son « engagement exemplaire » dans la lutte contre la secte Boko Haram, l'accueil des réfugiés et les efforts accomplis en termes de résilience pour le développement durable. Ils avaient aussi reconnu que la région du lac Tchad avait manqué de plus d'attention de la part de la communauté internationale et qu'ils étaient venus « **réparer cette erreur** ». Ils avaient enfin insisté sur les défis sécuritaire, humanitaire et de développement que doivent relever le Cameroun et les autres pays de la région du lac Tchad avec « **la contribution de la communauté internationale** ».

En février 2017, quelques semaines avant la visite des ambassadeurs du Conseil de Sécurité, une conférence humanitaire avait été organisée à Oslo en Norvège avec pour objectif d'apprécier les besoins humanitaires de la région du lac Tchad, victimes des atrocités de Boko Haram et plus particulièrement au Cameroun victime collatérale de l'instabilité en RCA.

Il est à espérer que ce regain d'intérêt de la part des Nations Unies permettra au Cameroun au Cameroun de faire face aux défis sécuritaires et humanitaires auxquels est confronté afin de poursuivre sereinement sa marche vers l'émergence.

La situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Issue des revendications légitimes des syndicats d'enseignants et des avocats, cette situation a été instrumentalisée par des extrémistes qui veulent porter atteinte à la paix et à l'unité du Cameroun acquise sous la tutelle des Nations Unies. Le Gouvernement a déjà apporté de nombreuses réponses aux revendications des enseignants et des avocats. Il va continuer à le faire dans le respect de la Constitution et des lois de notre pays. Pour consolider le vivre ensemble, la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme a été créée au début de cette année, elle est à pied d'œuvre. Dans le cadre des mesures d'apaisement, le Président Paul BIYA, en vertu de ses prérogatives légales, a ordonné le 30 août dernier, l'arrêt des poursuites judiciaires contre les prévenus des violences dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. A la suite de quoi, 55 prévenus ont été élargis.

Au plan économique, le Cameroun, comme la plupart des pays africains fait face à une crise économique et financière due notamment à la chute des prix de ses principaux produits d'exportation. Cette situation a amené le Président de la République, S.E. Paul BIYA, à convoquer en décembre 2016 à Yaoundé, une conférence extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEMAC pour trouver des solutions. Au cours de ces assises, les Chefs d'Etat ont décidé d'engager des négociations bilatérales avec le FMI afin de faire face, dans un effort collectif, au double choc de la chute des prix du pétrole et des menaces sécuritaires dans la sous-région. C'est dans ce cadre que le Cameroun a conclu avec le FMI au mois de juin 2017, un accord soutenu par la facilité élargie de crédit d'un montant de 400 milliards en vue de la mise en œuvre d'un programme triennal de réformes économiques et financières couvrant la période 2017-2020.



PARTICULARITÉ DE LA 72^{ème} DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : DES CHANGEMENTS DE DIRIGEANTS À L'ONU ET DANS CERTAINES GRANDES NATIONS

La 72^{ème} session de l'Assemblée Générale aura certainement une saveur particulière à cause des changements de dirigeants intervenus au sein même des Nations Unies et dans certains grands pays amis du Cameroun.

Le nouveau Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur Antonio GUTERRES (68 ans), de nationalité portugaise, ancien Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) de juin 2005 à décembre 2015. En cette qualité, M.

GUTERRES avait visité le Cameroun au moins de mars 2015. M. GUTERRES avait salué l'engagement du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram et l'accueil des réfugiés.

Elu neuvième Secrétaire Général de l'Organisation à la fin de l'année dernière, M. Antonio GUTERRES a pris officiellement ses fonctions le 1er janvier 2017, succédant au Sud-coréen BAN KI-MOON. Avant le HCR, M. GUTERRES avait été notamment Premier Ministre du Portugal entre 1995 et 2002 et Président du Conseil européen.

Le Président de la 72^{ème} session de l'Assemblée Générale, le Ministre des Affaires étrangères et européennes de Slovaquie, Monsieur Miroslav LAJCAK (54 ans). Elu au mois de

mai 2017, il remplace à cette fonction Monsieur Peter THOMPSON des îles Fidji, Président de la 71^{ème} session de l'Assemblée Générale. M. LAJCAK avait été de juillet 2007 à février 2009, Haut Représentant des Nations Unies et de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine.

Aux Etats-Unis. Elu à la Maison Blanche au mois de novembre 2016, le Président TRUMP participera pour la première fois aux travaux de l'Assemblée Générale de l'ONU. A cet effet, son discours sera très scruté compte tenu de la place et du rôle que jouent les USA dans le monde et des positions du nouveau Chef de l'Etat sur d'importants sujets de préoccupation internationale. Le Président TRUMP a, par exemple, décidé du retrait des USA de l'Accord de Paris sur le Climat âprement négocié en 2015. Le nouveau gouvernement américain a obtenu des Nations Unies la réduction du budget des opérations maintien de la paix assurées par les Casques bleus. Le montant de cette diminution est de 600 millions de dollars, soit 7,2% du précédent budget (7,87 millions de dollars).

Les dirigeants d'autres pays amis du Cameroun, à l'instar du **Président Emmanuel MACRON de la République Française**, en seront également à leur première participation à une Assemblée Générale des Nations Unies.



BIOGRAPHIE DU PRÉSIDENT PAUL BIYA

Son Excellence Paul BIYA est né le 13 février 1933 à Mvomeka'a dans l'arrondissement de Meyomessala, département du Dja- et-Lobo, région du Sud. Fils de Etienne MVONDO ASSAM et de Anastasie EYENGA ELLE.

S.E. Paul BIYA est le deuxième Chef de l'Etat du Cameroun. Il a accédé au pouvoir le 6 novembre 1982 après la démission du Président Ahmadou AHIDJO.

Études primaires et secondaires :

- C.E.P.E. : juin 1948 (Ecole catholique de Nden) ;
- Pré-séminaire Saint Tharcissius à Edéa (1948-1950) ;
- Petit Séminaire d'Akono (1950- 1954) ;
- B.E.P.C. : juin 1953 ;
- Lycée Général Leclerc de Yaoundé (1954-1956) ;
- **Baccalauréat 1^{ère} partie** : juin 1955 ;
- **Baccalauréat 2^{ème} partie** (série philosophie) : juin 1956.

Supérieures :

- Au Lycée Louis Le Grand de Paris ;
- A l'Université de Paris Sorbonne (Faculté de Droit) ;
- A l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ;
- A l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-mer.

Diplômes :

A l'issue de ses études, il a obtenu les diplômes suivants :

1960 : Licence en Droit Public

1961 : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Paris

1962 : Diplôme de l'Institut des Hautes Études d'Outre-mer (IHEOM)

1963 : Diplôme d'Études Supérieures en Droit Public.

Décorations :

- Grand Maître des Ordres Nationaux ;
- Commandeur de l'Ordre National, de classe exceptionnelle (République Fédérale d'Allemagne) ;
- Commandeur de l'Ordre National (Turquie) ;
- Grand Croix de l'Ordre National du Mérite Sénégalais ;
- Grand Officier de la Légion d'Honneur (France) ;
- Great Commander of the Medal of St- George (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;
- Grand Collier de l'Ordre du Ouissam Mohammadi (Royaume du Maroc) ;
- Great Commander of the Order of Nigeria (République Fédérale du Nigéria) ;
- Docteur Honoris Causa de l'Université de Maryland (USA) ;
- Professeur Honoraire de l'Université de Beijing (République Populaire de Chine) ;
- Titulaire de plusieurs décorations de divers autres pays.

Carrière :

Octobre 1962

Monsieur Paul BIYA est nommé Chargé de Mission à la Présidence de la République dès son retour de Paris.

Janvier 1965

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

Juillet 1965

Monsieur Paul BIYA est Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

Décembre 1967

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur du Cabinet Civil du Président de la République.

Janvier 1968

Tout en gardant le poste de Directeur du Cabinet Civil, **M. BIYA** se voit hissé aux fonctions de Secrétaire Général de la Présidence de la République.

Août 1968

Monsieur Paul BIYA est nommé Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

Juin 1970

Monsieur Paul BIYA devient Ministre d'Etat,

Juin 1975

Monsieur Paul BIYA est nommé Premier Ministre de la République du Cameroun.

Juin 1979

La Loi N°79/02 du 29 juin 1979 fait du Premier Ministre le successeur constitutionnel du Président de la République.

06 novembre 1982

Monsieur Paul BIYA prête serment comme Président de la République du Cameroun, le deuxième de l'histoire du pays. Cette cérémonie se déroule au Palais de l'Assemblée Nationale, devant les élus du peuple, suite à la démission, le 4 novembre 1982, du Président Ahmadou AHIDJO.

Au moment de son accession à la magistrature suprême, Paul BIYA est le 1^{er} Vice-président du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) et Membre du Bureau Politique de ce parti.

- Elu Président de la République le 14 janvier 1984, réélu le 24 avril 1988, le 11 octobre 1992 (première élection au suffrage universel direct avec multiplicité de candidatures au Cameroun), le 11 octobre 1997, le 10 octobre 2001 et le 9 octobre 2011.

- Elu Président de l'Union Nationale Camerounaise, le 14 septembre 1984.

- Elu Président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) après la transformation de l'UNC en RDPC le 24 mars 1985 à Bamenda.

En promulguant, le 19 décembre 1990, la loi sur les associations et les partis politiques, **M. Paul BIYA** a restauré le multipartisme au Cameroun (depuis le 1^{er} septembre 1966, ce pays vivait à l'ère du monopartisme de fait).

A ce jour, plus de 200 partis politiques ont été légalisés. Le RDPC a obtenu la majorité absolue lors des élections législatives de mars 1997, de juin 2002, de juillet 2007 et de septembre 2013. Malgré ces victoires, le Président de la République a toujours choisi de former des gouvernements d'ouverture. Quatre partis sont représentés dans le gouvernement : le RDPC, l'UNDP, l'ANDP et le FSNC.

Les dernières élections législatives et municipales ont eu lieu le 30 septembre 2013. Elles ont été organisées par un organe indépendant, Elections Cameroon.

Publications :

Monsieur Paul BIYA est l'auteur d'un essai politique, Pour le Libéralisme Communautaire, éditions Marcel Fabre, Lausanne 1987.

Cet ouvrage a été traduit en anglais, en allemand et en hébreu.

Le Chef de l'Etat y annonce l'avènement du multipartisme (devenu officiel en 1990) après l'étape transitoire du parti unique. Il explique son option pour le libéralisme économique et l'initiative privée tout en préconisant la solidarité nationale, la répartition équitable des fruits de la croissance, la justice propre aux diverses communautés qui forment la Nation.

Enfin, il réaffirme la nécessité de moderniser l'Etat et d'entretenir des relations de coopération avec les autres pays du monde.

Vie conjugale :

Son Excellence Paul BIYA est marié à Chantal Pulchérie BIYA. Il est père de trois enfants : Franck BIYA, Paul BIYA Junior et Brenda BIYA EYENGA.



BIOGRAPHIE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, MONSIEUR ANTÓNIO GUTERRES

António GUTERRES (68 ans), est le 9^{ème} Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Il a pris officiellement ses fonctions le 1er janvier 2017 succédant ainsi au Sud-coréen Ban Ki-Moon. Dès son élection à la fin de l'année 2016, le nouveau Secrétaire Général de l'ONU avait promis de combattre les « populistes » et les « terroristes ».

Ayant vu souffrir de milliers de personnes les plus vulnérables dans des camps de réfugiés et dans des zones de conflit à travers le monde, le nouveau Secrétaire Général de l'ONU s'est dit déterminé à placer la dignité humaine au cœur de son action, à être l'agent de la paix, à bâtir des passerelles et à promouvoir la réforme et l'innovation.

Avant sa désignation au poste de Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur António GUTERRES a été Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) de juin 2005 à décembre 2015. Son mandat au HCR a été marqué par des vagues de déplacement sans précédent des personnes de ces dernières décennies. La guerre en Syrie, qui a entraîné la plus grave crise humanitaire depuis la Seconde Guerre Mondiale, puis en Iraq, les crises au Soudan du Sud, en République Centrafricaine et au Yémen, a provoqué sous sa houlette, une

profonde réforme du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Cette réforme a permis de réduire d'un tiers les effectifs de l'institution basés à Genève en Suisse pour mieux les répartir sur le terrain quand l'urgence se faisait sentir compte tenu du nombre sans cesse croissant des réfugiés dans le monde. Ils étaient évalués à plus de 60 millions en 2015.

Avant le HCR, Antonio GUTERRES, ingénieur de formation, a passé plus d'une vingtaine d'années au service de l'État et dans la fonction publique dans son pays, le Portugal. Il a occupé la fonction de Premier Ministre du Portugal de 1995 à 2002. En 1999, il est l'un des principaux artisans de l'intervention des Nations Unies au Timor oriental, une ancienne colonie portugaise en proie alors aux milices pro-indonésiennes après la victoire des partisans de l'autodétermination au référendum.

Au début de l'année 2000, en sa qualité de Président du Conseil européen, il a dirigé la procédure d'adoption de la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et coprésidé le premier sommet Union européenne-Afrique.

Antonio GUTERRES est le premier Secrétaire Général de l'ONU à avoir été à la tête d'un gouvernement.

En 1976, M. GUTERRES a été élu au Parlement

portugais, où il a siégé pendant 17 ans. Au cours de cette période, il a présidé la Commission parlementaire de l'économie, des finances et de la planification, puis la Commission parlementaire de l'administration territoriale, des municipalités et de l'environnement. Il a également été chef du groupe parlementaire de son parti. De 1991 à 2002, il a été membre du Conseil d'Etat portugais.

De 1981 à 1983, M. GUTERRES a été membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, où il a présidé la Commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

Pendant de nombreuses années, M. GUTERRES a été un membre actif de l'Internationale Socialiste, une alliance mondiale de partis politiques socio-démocrates. Il en a été le vice-président de 1992 à 1999, période à laquelle il a coprésidé le Comité Afrique et, plus tard, le Comité Développement.

De 1999 à mi-2005, il a présidé l'Internationale

Socialiste. Il a en outre fondé le Conseil portugais pour les réfugiés et l'Association de défense des consommateurs portugais (DECO) et présidé, au début des années 70, une association mettant en place des projets de développement social dans les quartiers pauvres de Lisbonne.

Antonio GUTERRES est membre du Club de Madrid, une alliance démocratique réunissant d'anciens Chefs d'État et de Gouvernement du monde entier.

Le nouveau Secrétaire de l'ONU parle couramment le portugais, l'anglais, le français et l'espagnol. Il est marié à Catarina de Almeida Vaz Pinto, Maire adjointe de Lisbonne chargée de la culture. Il a deux enfants, un beau-fils et trois petits-enfants.



BIOGRAPHIE DU PRÉSIDENT DE LA 72^{ÈME} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MONSIEUR MIROSLAV LAJCAK

Monsieur Miroslav LAJCAK (54 ans) est né le 20 mars 1963 à Poprad en Slovaquie. C'est un diplomate de formation, qui a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie en 1988. Il a été Ambassadeur de Slovaquie au Japon de 1994 à 1998, Ministre des Affaires étrangères de 1998 à 2001, Ambassadeur de Slovaquie dans l'ancienne République fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro), en Albanie et à Macédoine entre 2001 et 2007.

Le 2 juillet 2007, Miroslav LAJCAK est nommé Haut Représentant de la communauté internationale et représentant de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine. Une fonction qu'il occupera jusqu'en février 2009.

En janvier 2009, il est à nouveau nommé Ministre des Affaires étrangères de Slovaquie. Il quitte ses fonctions en juillet 2010 avant de les retrouver le 4 avril 2012 avec le titre de vice-président du gouvernement. Le 23 mars 2016, il est confirmé au poste de ministres des Affaires étrangères et européennes sans titre de vice-président du gouvernement.

Le 31 mai 2017, il est élu Président de la 72^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Il a pris ses fonctions à l'ouverture des travaux de cette Assemblée Générale le 12 septembre 2017.



LES PRIORITÉS DU MANDAT DU PRÉSIDENT DE LA 72^{ÈME} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Monsieur Miroslav Lajčák, Ministre des Affaires étrangères et européennes de Slovaquie, a été élu par acclamation par les 193 États membres de l'ONU réunis en Assemblée Générale à New York, le 31 mai 2017.

Lors de son discours d'investiture, le Président de la 72^{ème} session de l'Assemblée Générale a mis l'accent sur les priorités qu'il souhaite défendre durant son mandat.

Il a d'emblée annoncé qu'il demanderait aux États membres de l'ONU de mettre l'accent sur les peuples, ainsi que sur la prévention et la médiation en faveur d'une paix durable.

Sa troisième priorité est la migration et le processus en cours du Pacte mondial pour la migration.

Monsieur Miroslav Lajčák a également expliqué qu'il faudra approfondir le problème des Objectifs de Développement Durable (ODD) et du climat en mettant un accent particulier sur les besoins des pays les moins avancés (PMA) et des petits États insulaires en développement (PEID).

Il a indiqué que sa cinquième priorité sera la question des droits de l'homme car il ne peut y avoir de paix et de développement sans respect de la dignité et des droits fondamentaux de tous. Le Président de la 72^{ème} session de l'Assemblée

Générale a assuré qu'il garantira l'équilibre homme-femme et une répartition géographique aussi équitable que possible au sein de son Bureau. Il a mis l'accent sur la « qualité » des travaux des Nations Unies en expliquant qu'il aurait le souci de faire participer davantage les petits pays à tous les travaux qui seront mandatés sous sa présidence.

Un autre objectif de Miroslav Lajčák est de favoriser une interaction constructive, éclairée et ouverte à tous entre les États membres et le Secrétaire Général. Il s'est en outre dit prêt à examiner les initiatives de réforme du Secrétaire Général dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement et de la gestion.

Il a jugé plus important d'améliorer auparavant l'efficacité et le rôle de l'Assemblée Générale. « C'est une question éthique et politique », a-t-il dit en faisant remarquer que la réforme évoquée est celle du Conseil de Sécurité, dans le but d'en faire un organe en phase avec les nouvelles réalités mondiales du XXI^{ème} siècle.

Ce n'est pas une époque facile pour être à la tête des Nations Unies, a-t-il lancé au Secrétaire Général, António Guterres, présent lors de son élection, avant de s'engager à «représenter chaque pays de façon juste et ouverte pour que chacun sente que sa place compte ».